

Expertise et censures : Les aventures d'un sociologue national



Diouldé Laya

Introduction

Le brouillon de ce texte a été présenté oralement lors du colloque sur “Les sciences sociales et expertise en Afrique”, organisé par l’Association Euro-Africaine pour l’Anthropologie du changement Social et du Développement, APAD, en Février 1994 à Bamako. C’est l’expérience personnelle d’un étudiant de la première promotion inscrite en licence de sociologie dans la dix-huitième université française, c’est-à-dire Dakar, à la rentrée 1958-1959. Il était très fier d’être le sociologue “national”, à un moment où les difficultés scientifiques de la recherche n’étaient pas moins contraignantes que la peur, et le bannissement scientifique. Je vais donc réfléchir sur mes activités au cours des années 1965-80. Pour plus de clarté, je me limiterai aux travaux commandés (évacuations, enquête préliminaires) et à leurs divers aspects (relations avec les services administratifs et les organisations internationales, rédaction du rapport, etc.) Il s’en dégagera la ligne suivie par cet étudiant, c’est-à-dire sa pratique de la sociologie.

1. REPERES

1.1 Du blanc

— A l'Université de Dakar, nous avons eu la chance de passer deux semaines chez les Diolas de Casamance, sous la direction du Pr Louis-Vinent Thomas, et d'aller trouver sur le terrain au moins deux fois Abdoulaye Bara Diop qui faisait son enquête sur les migrations toucouleurs à Dakar. Cela devrait se passer en 1958-59 ou 1959-60. Par contre les deux dernières années m'ont semblé très difficiles, au point que, pour me défouler, je dois dénoncer la répression exercée par le Gouvernement du Sénégal contre l'UGEAO, et le Parti Africain de l'Indépendance, PAI.

L'UGEAO avait presque achevé la préparation de son Congrès sur le thème "L'Université africaine", quand fut annoncé, en février 1961, l'assassinat de Patrice Lumumba. Une manifestation fut organisée. La police et armée intervinrent peu avant le Marché Sandaga : à coups de matraque et de crosse, elles dispersèrent les étudiants, dont quelques-uns furent arrêtés (les étudiantes constituaient une bonne proportion). Les activités furent suspendues, en particulier le Congrès fut interdit. En réalité donc, après nous avoir traité d'étrangers par le Ministre de l'Intérieur, le Gouvernement avait procédé à la dissolution de fait de notre Union, sans avoir le courage de la proclamer officiellement.

A la session de juin 1961, il fallait, pour obtenir la licence, se présenter au quatrième certificat d'études supérieures, et subir avec succès l'épreuve de langue vivante = pour éviter d'être affecté à la rentrée 1961-62, je reportai l'interrogation d'anglais à la session d'octobre 1961. Cela me donnait une année scolaire pour faire baisser ma tension intérieure, me "décharger" en réalité.

Mais je m'étais trompé, car dès la rentrée 1961-62, précisément en Novembre-Décembre 1961, les relations entre la Guinée et les étudiants se tendirent à cause du "complot des enseignants" : plusieurs personnalités dont Djibrill Tamsir Niane et Ibrahim Kaba Bâh furent arrêtés. Une délégation de l'UGEAO obtint finalement une entrevue avec l'Ambassadeur de Conakry à Dakar : elle fut très houleuse, et le gouvernement de Guinée perdit le soutien, jusqu'à l'inconditionnel, des étudiants. Le Gouvernement du Sénégal en

profita pour "remettre à la disposition de leurs gouvernements" plusieurs dirigeants parmi lesquels le Président (feu Ibrahim Koné, Droit, Côte d'Ivoire), et un Vice-président (Emile Abatan Ologoudou, Lettres, Dahomey). Le trésorier (Siradiou Diallo, Droit, Guinée) avait été contraint de quitter car il était recherché par les autorités de son pays.

Je suivais les cours de linguistiques africaines. J'ai été, il me semble cette année-là, sollicité comme informateur pour aider le Pr Greenberg à vérifier certains mots : comprenant un peu bambara, fulfuldé, haoussa et songhaï, j'ai gardé le sentiment que le choix de certains mots suscitait des interrogations, mais un étudiant doit toujours être correct. Depuis cette date, la littérature sociologique me révolte toujours moins que la myopie des linguistes. Samba N'Diaye (Expulsé de Toulouse pour activisme au sein de la FEAN) et m'a été chargé, en 1962, de remplir un questionnaire du Pr Georges Balandier sur le temps (étude menée, nous avait-on expliqué, à la demande d'une céleste marque de montre).

Très démoralisé par cette série de mesure anti-démocratique qui mèneront à mai 1968, je rejoignis en juillet 1962, Niamey où le plan triennal intérimaire 1961-63 avait été adopté. Je voulais préparer, ensuite sur le terrain un diplôme puis aller à Paris me spécialiser en démographie.

1.2 Au Centre Nigérien

Je demandais mon affectation à l'Institut du Folklore et d'Art Nigériens, Centre Nigérien de Recherches en Sciences Humain IFAN – CNRCH de Niamey. Le Ministre de l'Education Nationale décida de me garder à la Commission Nationale de l'EUNESCO, récemment créée et dont le secrétariat était provisoirement assuré par un expert de cette organisation. Sans penser aux vacances, je me mis au travail, en Août ou Septembre. En Novembre ou Décembre, à mon retour de la 12ème Session de la Conférence Générale de l'UNEXCO ; je fus chargé de la commission Nationale, et des questions de recherche et de culture. Les Ministres sous lesquels j'ai servi m'ont témoigné une confiance totale.

En décembre 1964, je deviens l'homologue de l'expert des Nations-Unies qui avait le titre de conseiller pour la recherche en Développement Communautaire et Ressources Humaines, Dr Charles Pidoux. Le même mois, un bureau nous fut réservé dans les locaux du CNRSH. Cette

institution était en effet le lieu où se côtoyaient philosophes devenus ethnologues ou anthropologues devenus sociologues, sociologues devenus socio-économiste. D'après les rapports d'activités en 1962 et 1962-65, le programme du Centre défini par le Plan triennal intérimaire comprenait deux axes :

1. Etudes fondamentales sur les groupes ethniques, les principales ethnies du Niger ;

2. Etude de problèmes prioritaires liés au développement ? Jean Rouch en était le directeur scientifique. Susanne Bernus en assurait le secrétariat avec compétence, dévouement et autorité grâce à elle et beaucoup de personnes, mais elle en tout premier lieu, pour Jean et Suzy, le Centre devrait faire « la recherche d'intérêt national, mais de valeur internationale ». beaucoup de Français étaient là : Raulin, Piault, Raynault, Echard, Olivier de Sardan, etc. pour ce qui est du Niger, outre Monsieur Boubou Hama, il y'avait Dr Kélétegui Abdourahamane Mariko qui avait suivi un stage de planification à l'Université de Dakar pendant que j'y étais encore.

Sous la présidence de Jean Rouch, une réunion examinera les 29, 30 et 31 décembre 1964 au Centre les problèmes en sciences sociales appliquées au développement : Dr Pidoux et moi y avons assisté. Un an après, on annonça une réunion prévue du 4 au 8 novembre 1965 sur la coordination de la recherche scientifique au Niger avec la participation d'un consultant de l'UNESCO. Mon intégration a été facilitée par Boubou Hama, Jean Rouch, Dr Pidoux, et Dr Mariko. Je divise le temps en deux tranches, 1965-72 et 1973-80 : la sécheresse de 1973 est certainement l'un des facteurs ayant directement favorisé le coup d'Etat militaire d'Avril 1974, mais déjà il n'y avait plus rien à monopoliser.

2. 1965-1972 LE SOCIOLOGUE NATIONAL

J'ai écrit quelque part que même Fatoumata Agnès Diaroumèye (Mme Diarra), qui l'aurait pu, ne m'a pas ravi ce glorieux titre.

2.1 Relations

Excellentes avec les services nationaux et les organisations internationales, les relations ont été empreintes d'une grande amitié avec les divers experts nigériens. Quant aux spécialistes venus de l'extérieur, pour près du quart d'entre eux, seule l'ignorance l'a cédé au complexe de supériorité.

2.1.1 Services et organisations

Conformément à mon souhait, les rapports furent très étroits avec le Commissariat Général au Développement. C'est en effet lui qui détermine l'ordre de priorité des études et recherches liées au développement après en avoir négocié le financement. Pratiquement toutes les enquêtes préliminaires de 1965 et 1966 furent réalisées à sa demande, par l'intermédiaire du Service du Génie Rural rattaché au Ministère de l'Economie Rural, et dirigé par un polytechnicien parfaitement à l'aise avec les sciences sociales et humaines.

Le Ministère de l'Intérieur, qui annonce les déplacements des chercheurs, peut s'inquiéter des propos tenus par ces derniers. Mes premières enquêtes en 1965 et 1966 firent apparaître une sorte de concentration des terres entre les mains de « féodaux » et de « propriétaires fonciers ». en fait, celles menées par Raulin en 1961-63 avaient attiré l'attention que le nombre de champs possédés par deux personnalités politiques de premier plan. Dr K.A. Mariko est très informé et documenté sur le sujet. J'insiste sur le fait que la taille moyenne de l'exploitation, le recours quasi exclusif à l'énergie humaine, la très mauvaise association actuelle entre l'agriculture et l'élevage ne peuvent garantir une production agricole susceptible de couvrir les besoins de la population.

Le Ministère de la Jeunesse et des Sports comptait un certain nombre de cadres compétents, dévoués, et très sympathiques. J'ai coopéré, loyalement, avec eux. D'ailleurs, l'ami qui m'avait demandé de faire une conférence à l'occasion du centenaire de la naissance du baron Pierre de Coubertin, rénovateur des Jeux Olympiques, donc de replonger dans un univers antique, s'associera en 1971 au sondage sur les besoins et aspirations des jeunes.

Au Ministère de la Promotion Humaine, responsable de l'élaboration du rapport du Niger au forum « Famille-Enfance-Jeunesse-Développement », organisé à Lomé en 1972, travaillait un cadre dont j'estimais, dès 1963, la

présence très souhaitable dans les services de l'Animation. Il est certain que mes rapports personnels ont favorisé la coopération avec ces deux Ministères.

Grâce au projet « Développement de la production animale et des ressources en eau dans l'est du Niger », je découvris, en 1965, Zinder et Tédjira et retrouvai Dr Soumana Gouro, homologue de l'expert de la FAO. Malheureusement, les contraintes administratives ne m'ont pas laissé le temps de me familiariser avec les problèmes rencontrés par les pasteurs : mes recherches personnelles en 1973-74 représentent le complément de mes enquêtes sur le milieu rural, au moment où les problèmes de l'environnement étaient formulés de manière vaguement moins dans mon esprit. Mais à mon avis, l'homme sera toujours capable de transformer son milieu.

Enfin, dès que le projet d'exploitation de l'uranium fut suffisamment précis, un jeune ingénieur des Ponts et Chaussées, directeur du Service des Travaux Publics et de l'Urbanisme, résolut de me confier une enquête préliminaire à la création de la cité ouvrière d'Arlit : très adroitement, on s'arrangea pour l'attribuer à un Français. Il me demanda également de réfléchir aux incidences de la création d'une route dans une région : à nouveau, notre plan ne se réalisa pas. Très entêté, il trouva des crédits pour faire au moins des prospections archéologiques avant la réalisation du barrage de Kandadji, dont il était devenu Haut-Commissaire. Malheureusement je n'avais plus la marge d'autonomie et la liberté que donnait le CNRSH : j'étais recruté par l'Organisation de l'Unité Africaine. Nous avons réussi tout de même à créer le Conseil National de la Recherche Scientifique et Technique. En janvier 1994, Rouch me disait : « le cadre sorti des grandes écoles doit se sentir malheureux et inutile » dans presque tous nos pays.

L'affectation à la Commission Nationale de l'UNESCO, la participation à toutes les sessions de la Conférence Générale (ininterrompue de 1962 à 1980), et les contacts avec les experts internationaux avaient amené l'un de ceux-ci, autour de 1965, à laisser entendre que je briguais un poste international tandis que beaucoup de nigériens avaient la certitude que j'étais fonctionnaire de l'UNESCO. La vérité est simple : la session de la Conférence Générale a été pour moi un séminaire de très haut niveau, et je percevais un salaire d'un peu moins de trois vingtaines de milliers francs CFA non dévalués (indice 300), largement suffisant pour un célibataire logé.

S'agissant des organisations internationales, ce fut en désespoir de cause, et au dernier moment, que le Commissariat Général au Développement pensa que

Dr Pidoux et moi pourrions donner suite à une demande du Fonds Monétaire International sur l'importance des migrations internes. Le texte fut rédigé en juin 1967.

Le Bureau International du Travail avait détaché un expert auprès de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale CNSS. Une discussion entre lui et Dr Pidoux permit de fixer le cadre et les objectifs de l'étude sur « la situation des personnes âgées de 50 ans et plus sur le territoire de la Commune de Niamey ». Le sondage a été achevé en novembre 1967, l'analyse des données recueillies ayant été laissé au soin de l'expert.

Nos contacts avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) datent de 1965, lors de la préparation de l'enquête préliminaire sur la cuvette de Kirkissoy, dans la vallée du Fleuve Niger en mars 1966, eut lieu notre second séjour sur le terrain du projet « Développement de la production animale et des ressources en eau dans l'est du Niger ».

La particularité, en ce qui concerne l'UNICEF, est que la plus part des Directeurs Régionaux qui s'étaient succédé à Abidjan étaient des connaissances, sinon des amis. En même temps, il était de mon devoir de participer, dans la mesure du possible, à la réalisation de leur programme. Le facteur personnel ne doit pas être sous-estimé, surtout qu'il a trouvé un terrain très favorable du fait de l'esprit de coopération manifesté par les Ministères de la Jeunesse et de la Promotion Humaine.

Il va de soi que le statut d'homologue d'un expert de l'assistance technique des Nations Unies est une excellente référence dans les relations avec les organisations du système des Nations Unies.

2.1.2 Experts

Fondamentalement, je ne vois pas de différence entre un administrateur nous accusant de créer les classes sociales et le responsable de service nous prêtant l'intention de lui faire perdre sa place. Tous deux sont choqués par le caractère objectif que nous voulons donner à nos investigations.

J'ai eu plusieurs séances de travail avec les cadres du Service du Génie Rural et de la Direction des Travaux Publics : elles ont porté sur le contenu exact du projet, l'explicitation de tel ou tel aspect de celle-ci, le rapport présenté, etc. L'un des objectifs du Conseil National de la Recherche Scientifique et

Technique était de favoriser l'amorce d'un dialogue permanent entre divers spécialistes, entre développeurs et décideurs ; on reste, encore aujourd'hui, dans le domaine des vœux pieux.

Quelques Français avaient le complexe de supériorité. L'un voulait absolument se faire reconnaître comme Directeur d'une base de recherche se réduisant au maximum à deux personnes : un jeune chercheur français, et un excellent collaborateur technique nigérien. Il anticipait sur la création de bases à travers le Niger : celles d'Agadez et de Maradi sont opérationnelles, même si je n'avais pas réussi à en implanter à Zinder, Tahoua, Diffa et surtout Tillabéri pour bien montrer que Rouch n'avait pas épuisé la recherche. Pour l'autre, on ne devenait digne de diriger le Centre Nigérien que si l'on était archéologue, et si l'on avait parcouru au moins deux fois l'Aïr ; or, je n'étais pas encore directeur, et je n'avais aucune possibilité immédiate de bénéficier d'une telle formation : de plus, lui oubliait qu'il était venu au Centre dans une Land-Roger climatisée mise à sa disposition par le Niger qui y avait déjà affecté à temps partiel un jeune archéologue.

J'ai contribué petit à petit à réorienter les projets ou le terrain des chercheurs venant de l'Amérique et de l'Europe, de façon à constituer une documentation variée. En effet, les Touaregs et les Peuls intéressaient trop les Européens, dont la plupart donnaient comme prétexte que Jean Rouch avait tout dit sur l'ouest. Voilà pourquoi le rapport sur les activités du Centre (Octobre 1969-31 décembre 1971) précise (pp 33-46) :

i) Le pays d'origine et la discipline des missions accueillies de 1962 à 1971 ;

ii) Par année, entre le 1-10-1969 et le 31-12-71, la liste des missions accueillies et de leurs projets d'étude.

Au vu de ces données, j'avais estimé, en ma qualité de directeur du Centre (car j'avais été nommé en mars 1970) qu'il fallait réduire, sinon interdire les recherches sur les Touaregs et les Peuls devenus l'objet privilégié de l'ethnologie : la sécheresse de 1973 n'arrangea rien.

D'ailleurs, l'ignorance était réelle : relative chez quelques chercheurs, elle pouvait être absolue chez certains experts. Tel spécialiste venu travailler sur les Touareg ignore l'existence, au Niger, d'autres pasteurs, peuls en particulier. Un groupe d'étudiants polonais, lors d'une visite au Centre, me demanda

combien de tribus le Niger comptait : je pouvais parfaitement admettre l'ignorance du fait de l'option politique du gouvernement du Niger, mais pas un tel degré d'impréparation dans un tel pays.

2.2 Recherche

Je m'étais arrangé pour ne pas rentrer par crainte d'être affecté dans l'enseignement. En effet, dans un lycée, j'aurais peut-être assumé un cours de philosophie (matière que je n'aimais pas, puisque je ne la comprenais pas), bien que le programme du second cycle fasse un peu de place aux sciences sociales. Puis un jour, Inoussa Ousseini, animateur d'un Ciné-club dont les membres étaient presque tous de l'actuel Lycée Issa Korombé eut l'idée de m'associer à un débat sur le film de Jean Rouch « Les maître-fous ». Pour les dégouter, je leur dis avec tout le sérieux nécessaire de ce que Jean avait osé montrer au cinéma. La virulence des propos tenus par certains résonne encore dans mes oreilles, mais je ne suis pas sûr que Inoussa leur ait présenté un film qui ne fasse pas frémir d'indignation. Et je me suis toujours senti malheureux d'avoir à assurer une série de cours (transformés en débats) dans quelques établissements de formation professionnelle (en commençant par l'Ecole Nationale de la Santé Publique de Niamey) sur les « problèmes humains du développement ». Une telle formulation était tout de même plus explicite que « étude des structures mentales », chère aux spécialistes d'une certaine science sociale, et à quelques experts. Dr Pidoux m'a aidé à combattre tout un courant de pensée, et mieux concevoir ma participation à la formation de ces cadres. J'étais soulagé d'en être déchargé par Issaka Doulaye, Garba Hima et Michel Keita, ayant bénéficié d'une meilleure formation et prêts à m'aider.

Pour les gens, le sociologue était capable de réfléchir sur des questions complexes, futiles ou graves, donc sur n'importe quoi, et en fin de compte, sur rien de précis. Incontestablement, on pouvait jouir d'une bonne marge de manœuvre mais il faut faire très attention. Le Ministère, lui, savait me faire travailler, tout en me laissant la liberté de faire de la recherche et mes premiers pas sur le terrain au Niger furent angoissants : je me rendis compte que le chercheur africain était aussi éloigné des langues et cultures nationales que d'une discipline faisant, en toute indépendance, ses premiers pas dans l'Europe occidentale capitaliste. L'ethnographie que je pratique en Afrique est ma sociologie, même si l'on préfère parler d'anthropologie. Hélas ! Un jour,

j'interprétais pour les riziculteurs de Koutoukalé les propos de Raulin. Il expliqua que la cuvette représentait une source de revenus, une richesse potentielle, disant « Cette cuvette, c'est de l'or » ; je dis très fièrement : « Farro wo, wura no ». Aucun auditeur ne réagit ; il a fallu une semaine pour que je réalise ce qui m'était arrivé : ma traduction littérale était un échantillon du discours du nègre blanc. Au sortir de l'Université, on devra être humble, et faire plusieurs enquêtes. Ainsi, de 1965 à 1972, j'ai participé à la réalisation de, ou réalisé :

- i) Sept évaluations (1966, 1967, 1968, 1972) ;
- ii) Cinq enquêtes préliminaires (1965, 1966, 1972)

2.2.1 Evaluations

Cela donne une moyenne de deux projets par an, mais la réalité est encore plus instructive. Les données de deux évaluations (« cité industrielle de Malbaza » en 1966, « situation des personnes âgées » en 1968) ont été recueillies et remises à deux experts de l'assistance technique des Nations Unies ; dans les deux cas, le travail avait été fait par Dr Pidoux et moi : nous étions au moins sûrs des informations fournies aux utilisateurs. Je n'ai pas retrouvé trace du compte-rendu du sondage de 191 sur les besoins et aspirations des jeunes », financé par l'UNICEF : le rapport Enfance-Jeunesse-Famille-Développement présenté au forum de Lomé en 1972 y fait allusion et des jeunes avaient prévu, au Niger, une révolution avant l'an 2000. Lors du sondage sur « les problèmes de la zone industrielle de Niamey », réalisé en 1968 avec Suzanne Bernus, j'avais rencontré quelques vieux « entrepreneurs » ; n'ayant pas réussi à obtenir un entretien satisfaisant avec quelques autres personnes, j'avais laissé à Suzy le soin de tenter de les convaincre.

Ayant perdu les questionnaires remplis, j'ai oublié la date à laquelle j'avais été sollicité pour évaluer la situation de la Société Nigérienne des Primeurs, SONIPRIM, de Niamey. La Société connaissait de grandes difficultés, et souffrait d'un mauvais fonctionnement. L'enquête fut menée par une équipe que dirigeait le même chef enquêteur. Je n'ai jamais rédigé le rapport, pour des raisons que je vais essayer de préciser. La première est que, tout près du périmètre de la Société, était situé l'exploitation (marchant très bien) d'une personnalité que je rencontrai, sans le vouloir, deux fois au moins, non loin du lieu d'enquête : j'avais donc peur des implications politiques directes. La

seconde est que la Société était l'exemple d'une mauvaise réalisation dans le secteur de l'économie mixte : la Société de Transformation du Mil, SOTRAMIL servira de déversoir à mon amertume. La troisième est mon hostilité à l'égard des haricots verts, car un tel projet confisque les terres des paysans, puis transforme ceux-ci en ouvriers agricoles : c'est très exactement la prolétarianisation ; même si l'exportation des haricots verts rapporte des devises, de telles conditions sont politiquement inacceptables.

L'évaluation, en mai 1971, de la situation dans la zone du projet « Développement de la production animale et des ressources en eau dans l'est du Niger » a été faite avec l'aide d'un collaborateur de choix : l'interprète de hausse est un historien originaire de la région, et passionné par les problèmes que vivent les pasteurs, André Salifou. Grâce à une bonne préparation à Zinder, aux discussions avec Dr Gouro, aux diverses données recueillis par interview enfin, le rapport présenté fut jugé satisfaisant, selon des échos parvenus après, du côté de la FAO. Aujourd'hui, le dois formuler trois remarques critiques sur ce rapport :

i) Excès de respect pour une structure traditionnelle (chefferie) ;

ii) Excès de confiance dans l'administration « modern » ;

iii) Absence totale de référence à une alternative, par exemple la coopérative, ou l'association de pasteurs, soit parce que je n'avais pas bien rédigé ce qui allait être publié sous le titre « La Voie peule », soit parce qu'il manquait la sécheresse.

2.2.2 Enquêtes préliminaires

L'étude de la situation dans les cuvettes de Koutoukalé et Karma m'a permis de réaliser un rêve : présenter un mémoire à partir de travail sur le terrain. L'enquête sur Kirkissoy est moins connue alors qu'elle m'a fait entrer en contact avec un expert de la FAO. Je me suis refusé pendant longtemps à aller à Karma et Koutoukalé, parce que l'aménagement n'avait pas été réalisé dans des délais « raisonnables ». Je m'étais senti un peu comme un menteur. Mais cela est moins grave que le fait de n'avoir pas été présent lors démarrage de l'aménagement. Ce qui traduit bien la place de l'expert qui fait seulement l'étude, et cesse d'exister. Car si j'avais pu suivre l'évolution de la situation, j'aurais beaucoup amélioré mes connaissances sur les sociétés africaines.

C'est certainement la raison pour laquelle je n'ai pas rédigé le rapport à la fin d'une étude. En 1966, après des discussions avec les services intéressés, je fis démarrer l'enquête préliminaire au projet de barrage de Diapenga. L'édification du barrage avait pour buts de :

- i) Développer la pisciculture ;
- ii) Permettre la pratique de cultures d'irrigation ;
- iii) Résoudre le problème de l'abreuvement, pendant la saison sèche, des troupeaux.

J'élabore donc un guide très ouvert pour appréhender la situation d'ensemble : agriculture, élevage, pêche, artisanat. Le chef enquêteur dirigeait une équipe, et nous avions des discussions sur le terrain et à Niamey. Je crois, en toute sincérité, que je ressentais pour la première fois les limites de ma formation. Mais comme l'abandon du projet se confirma peu de temps après le début de la rédaction du rapport, j'interrompis celle-ci en utilisant ce prétexte. Puis, l'étude de Say en 1975-76 me fit corriger mes erreurs de 1966 ; je me suis remis à la rédaction effective du rapport, dans la mesure où les intentions du projet sont devenues plus actuelles du fait de la sécheresse persistante depuis 1966.

L'enquête de 1971 dans la région de Tillabéri a été menée par une équipe comprenant trois nigériens, deux français, et un suisse. La coopération entre le Centre et la Promotion Humaine, ainsi que les nombreuses discussions entre spécialistes donnèrent un bon rapport qui aboutit au financement d'un projet d'alphabétisation : tels furent les premiers pas de la prise en charge de la recherche par les nigériens. Peu importe l'indignation de l'autorité administrative et du Service de l'Élevage (projet chèvre rousse). Je me demande seulement pour quelle raison je n'y avais pas associé Idrissa Diawara et Hamidou Lailaba Ko, spécialistes de l'éducation : n'étaient-ils pas rentrés, ou n'avais-je pas réussi à les attirer autour du Centre ?

Ainsi j'étais donc le sociologue national très sollicité, très actif, surchargé même : le travail d'expert était rémunéré, et c'est important de le savoir. Mais je menais aussi la recherche fondamentale, tout en participant aux travaux de diverses commissions locales, et à des réunions internationales. Je me suis beaucoup consacré aux langues et cultures africaines, considérant que le développement politique, économique, social et culturel de notre continent ne peut se réaliser en les ignorant.

3. 1973-1980 N'EST PLUS SOCIOLOGUE

D'année en année, le nombre de cadres, de technocrates pour reprendre la terminologie en vogue, alla croissant. Des économistes furent affectés au Commissariat Général au Développement ; des agronomes et des vétérinaires renforcèrent le Ministère de l'Economie Rurale. Revenu de Bamako, Abdou Moumouni prit la direction de l'Office de l'Energie Solaire, ONERSOL. A la suite d'une grève à l'Université d'Abidjan en 1971, le gouvernement français encouragea la Haute-Volta et le Niger à créer leur universités « nationales complémentaires » : section scientifique à Niamey, vocation littéraire à Ouagadougou.

Sur le plan politique, la promotion à des postes de responsabilité de tels cadres (même moins jeunes) fut amorcée en 1971, et accélérée en 1972. A l'Institut de Recherches en Sciences Humaines, l'affectation de Inoussa Ousseini (Département de Cinéma) et de Michel Keita (Département de Socio-Economie) produisit un changement qualitatif de la situation, car les contours d'une sociologie africaine se précisèrent encore mieux.

Le Conseil National de la Recherche Scientifique et Technique n'a pu être pourvu d'un secrétaire chargé à plein temps de l'animation et de la coordination de la recherche scientifique et technique. En fait, il manquait une politique de ce domaine, ainsi que les ressources humaines et financières nécessaires à sa mise en œuvre, bien que le Niger ait été représenté à toutes les assises de l'OUA et de l'UNESCO consacrées au problème. Il faut mentionner aussi les résistances de plusieurs organismes ; les africains n'avaient rien à dire au sujet des domaines réservés des instituts français ; les Nations Unies avaient envisagé de fournir un appui au CNRSH pour la recherche en développement : ce projet n'a eu aucune suite.

Cependant, deux secteurs méritent d'être mentionnés. Sous l'impulsion de Abdou Moumouni, et dans des conditions difficiles, l'ONERSOL réorganisé attira de jeunes chercheurs, et s'Imosa par son programme et ses réalisations (chauffe-eaux, pompe et piles solaires, etc.)/ Soumana Idrissa réunit des données sur la mineuse d'épi, jeeri-jeeri, réapparue en 1966-68 à la suite d'une sécheresse réelle ; en même temps, il s'intéressa à l'environnement. Mounkaila Garba s'engagea dans l'étude et la récolte de quelques plantes. Cet assaut contre le quasi-monopole des sciences sociales et humaines était très salutaire. Mais, jouant sur le sous-entendu, certains continuaient à clamer « Le Niger

n'a pas besoin de philosophes » ; or il avait besoin et a besoin de personnes qui pensent, et de manière autonome.

Pour permettre au CNRSH/IRSH de s'acquitter de sa mission, les relations de travail furent créées et maintenues avec les chercheurs et enseignants nigériens. Grâce au système d'affectation à temps partiel, un historien remplaça un autre. Surtout la participation aux recherches fut encouragée ; je n'ai pas rencontré un refus de la part d'un expert nigérien ; par contre l'administration ne comprend toujours pas que l'on puisse, pour un certain temps, décharger un fonctionnaire dont la compétence peut contribuer à l'étude et à la résolution des problèmes du développement : elle préférera donc l'expert non local !

J'ai eu des séances de travail enrichissantes avec Thérèse Maïga, et feu Idrissa Diawara. J'ai discuté avec ce dernier le questionnaire qu'il avait élaboré lors de la participation du doctorat de 3^e cycle. Au moins lui et moi avons reçu, après avril 1974, un titre de transport et des frais de séjour pour aller, en France, soutenir une telle thèse. J'avais bénéficié d'une telle facilité, et j'en avais informé Diawara. Peut-être faut-il attribuer cette décision à la présence, à la tête du Ministère de l'Education Nationale, du Général Henri Dupuis Yacouba. Peut-être aussi ai-je profité de la complaisance d'un nigérien formé à Kati au Mali.

J'ai également examiné la traduction en hausa et en songhay des questionnaires sur les produits de la Société de Transformation du Mil, SOTRAMIL. Il y eut de très vives discussions avec Abdou Hamani et Hamidou Lailaba Kô. Voilà un exercice auquel nous nous livrons très rarement.

Accepter ou refuser les contrats de recherche au nom de l'Institut, déterminer la fraction du budget à attribuer à l'expert, à l'Institut, et à l'expert associé, modifier les termes de référence pour avoir une équipe multidisciplinaire, telles furent quelques questions à résoudre.

Peu à peu, ce qui était considéré comme une prédominance des recherches sociologiques agaça des collègues ; je ne comprenais pas pour quelle raison on s'opposa, en 1974, au départ de Michel Keita pour un stage à l'IDEP de Dakar. Malgré tout, grâce à Inoussa et lui, les petits déjeûners avaient été souvent gais.

3.2 Recherche

J'étais alors encadré par Inoussa Ousseini et Michel Keita, tous deux chargés de services scientifiques. Cette période est celle de l'épanouissement.

1. Evaluations

En 1974, à la demande de la SOTRAMIL, Michel et moi tentons de mesurer l'acceptabilité des produits fabriqués. La société comme beaucoup d'entreprises créées dans les mêmes conditions, avait des problèmes, dont celui de l'écoulement des pâtes alimentaires, biscuits, couscous à base de mil. Après discussion avec les demandeurs, nous procédons à une enquête par sondage, le rapport qui en résulte nous semble satisfaisant sur le plan scientifique ; mais les produits n'étant pas très appréciés, une révision de leur nature est recommandée.

Il est normal de penser à la transformation du mil. Si j'ai bonne mémoire, c'est d'abord la fabrication du whisky qui avait été envisagé ; le projet fut abandonné, si tant est qu'il ait été clairement exprimé/ même si des expériences étaient en cours au Sénégal (plus que le mimétisme, c'est le refus de la rationalisation qu'on peut identifier dans cette région), on aurait pu penser à autre chose que les pâtes alimentaires. Nous avons saisi l'occasion pour exprimer très clairement notre réserve sur un aspect de la politique de développement ; en effet le mil ne peut être disponible, du moins en quantité suffisante.

2. Enquêtes préliminaires

En 1975-76, sous la direction de Michel, l'Institut se consacre à l'étude de Say. Une fois libérée de l'onchocercose, la région doit :

- i) Accueillir des populations vivant dans les zones plus pauvres du fait de la sécheresse et de l'épuisement des sols (Zarmaganda, Kourfey).
- ii) Offrir aux troupeaux des points d'eau permanents et de pâturages.

Le schéma directeur de mise en valeur de l'arrondissement sert de référence. L'étude est menée par une équipe internationale (quatre nigériens, trois français), multidisciplinaire (agronomie, géographie, sociologie), et expérimentée (le plus novice avait fini son stage d'étudiant en agronomie,

après avoir régulièrement collaboré avec l'Institut depuis l'Université). Ayant travaillé ensemble pendant plusieurs années, les membres mettent au point le programme, définissent la méthodologie et lancent l'étude, assisté d'un groupe d'enquêteurs. Celui qui avait guidé mes premiers pas en 1965 ne se trouve plus avec moi : il a décidé de ne pas travailler avec le responsable du Département de Socio-Economie, c'est-à-dire Michel Keita, mon patron à moi aussi !

Les rapports sont accompagnés de nombreux documents, dont des interviews par canton. L'équipe a démontré une bonne maîtrise de la méthodologie, de la présentation des résultats aussi bien que des recommandations. Cependant, le programme initial est modifié ; commerçants et bureaucrates se sont partagés de vastes domaines mis en valeur grâce aux techniques modernes (tracteurs) et une importante main d'œuvre agricole (plusieurs dizaines d'ouvriers agricoles).

Henri Raulin écrit une note à ce sujet. Michel Keita et moi attirons l'attention de la plus haute autorité administrative, c'est-à-dire le Préfet de Niamey. J'ai évité de donner à qui que ce soit l'occasion de croire que je défends « notre terroir ». En effet le slogan « La terre à celui qui la cultive » faisait sourire les propriétaires fonciers ; l'incitation au retour à la terre pour assurer l'autosuffisance alimentaire, très favorablement accueillie (si elle n'a pas été suscitée) par la bourgeoisie (commerçante, bureaucratique) est une source supplémentaire d'accumulation. Les éleveurs aussi sont attirés par l'amélioration des possibilités d'abreuvement dans une zone connue, même si personne ne peut dire avec certitude à qui appartient le bétail. Notre équipe avait donc eu raison d'insister sur le déplacement, vers le sud s de la limite de la réserve, dans la mesure où il faut concilier exploitation et réserve.

Après avoir perdu le privilège d'être « sociologue national », j'apprends pour la première fois que je ne le suis point. Instantanément, je justifie ce jugement par l'une des raisons ci-après :

- i) Différence de formation,
- ii) Répétition de l'opinion d'un conseiller technique, « expert en études des structures mentales », ou alors, mais c'est moins probable, d'un homme politique.

iii) Difficulté réelle à présenter un rapport exploitable par le demandeur,

iv) Illusion sur le filon « expertise », créée par la réalisation d'études à la demande des services locaux et d'organismes internationaux surtout.

Celui qui a pu bénéficier d'un enseignement diversifié, solide, en un mot d'une meilleure formation, résultant elle-même d'une évolution normale, sera jugé à l'aide de deux critères au moins :

i) Capacité à étudier les sociétés africaines, et à proposer des explications acceptables en termes de sociologie africaine (recherche fondamentale),

ii) Contribution à l'amélioration du cadre de vie des populations africaines (recherche appliquée, « expertise »).

Vers 1972, Michel et moi proposons la formation de l'association des sociologues : la troisième génération y décèle l'intention de l'embrigader dans le Parti Progressiste Nigérien-Rassemblement Démocratique Africain, PPN-RDA. Une telle association naîtra nécessairement, sans Michel hélas ! Car il faut apprendre à discuter avec des disciples de l'empirisme anglo-saxon et du structuralisme germano-français, surtout quand on veut faire de la sociologie fondée sur l'histoire et les cultures africaines.

Vers 1982, je déclare ignorer à quoi correspond la « tribu » au

Niger et exige l'utilisation du terme « nationalité ». le problème est donc de préciser quelle sociologie nous voulons. Si le rôle se réduit à ignorer le nombre actuel de langues nationales, combattre leur utilisation, imposer l'Etat-nation aux peuples africains, n'être ni participant-observateur, ni observateur-participant dans les conférences, alors je préfère être un non-sociologue.

CONCLUSION

Devant le Comité Ad Hoc sur le multipartisme, j'ai reconnu m'être contenté de reprendre nombre d'erreurs sur la plan sociologique (par exemple, inclusion des Buduma dans la nationalité Kanuri), tout en dénonçant par ailleurs la tendance à folkloriser certaines nationalités. De même, j'ai rappelé que le multipartisme était la règle, le problème du regroupement s'étant posé entre les années 1956 et 1958 en Afrique Occidentale, tandis qu'en Algérie, la lutte avait été déclenchée par un Front de Libération Nationale.

J'ai informé les membres que nous nous étions inscrits en sociologie pour faire la révolution : la discipline sera revissée pour expliquer et transformer les sociétés africaines. Une expression aussi banale que « unité nationale » est très ambiguë : pour nous, elle signifie exclusivement « unité africaine » et rien d'autre, malgré les tentatives faites par certains pour s'imposer comme idéologues du chauvinisme culturel, forme la plus répandue de la mentalité gigantesque. La perception erronée des rapports entre unité et diversité conduit, en Afrique, à beaucoup d'aberrations. Je connais très mal les sociétés africaines, parce que je n'étais pas bien armé au départ. Les régimes issus du processus de démocratisation vont certainement proposer une bonne institution de formation.

Michel Keita et moi étions partis de l'ethnographie pour saisir les diverses combinaisons réelles dans les sociétés africaines. Notre sociologie ne se situe ni au-dessus, ni en dehors des intérêts des peuples africains en lutte pour l'indépendance, la démocratie, et le socialisme, celui de Marx tenant compte des particularités africaines. Si c'est cette perspective que l'on qualifie de mauvaise sociologie, c'est qu'elle a commencé à remplir sa fonction, au plan idéologique. Les changements actuels offrent l'occasion de renforcer le rôle de cette discipline en Afrique, de l'africaniser pour reprendre la terminologie d'une époque singulièrement réactualisée par l'évolution de l'Afrique du Sud. Car les règles à mettre en place à l'issue des luttes actuelles devront être réellement démocratiques, ce qui requiert un débat sérieux et profond ? Sinon, après l'indépendance nominale acceptée par les tenants du néo-colonialisme, les « conférences nationales souveraines » auront imposé aux peuples africains une forme encore plus subtile de soumission au capitalisme et à l'impérialisme.

Diouldé LAYA

Niamey, le 31 Août 1994

Bibliographie sélective

1. Problèmes généraux

Boubacar Ly : *Problème épistémologiques et méthodologiques des sciences sociales en Afrique*, Dakar, UNESCO/CODESRIA, 1989

Michel Keita : *Situation et perspective de la recherche en sciences sociales au Niger*, Niamey, IRSH, Mu Kara Sani, n° 1982, pp 1-11

Pierre-philippe Rey : *L'anthropologie et l'engagement : de la politique à la pratique*, Paris, Cahier du GEMDEV, n°18, Juin 1991, pp 71-83

André Salifou : Colloque sur le rôle des sciences sociales et humaines dans le développement, Lomé, 24-27 Février 1971, 11p (rapport de mission)

Hamidou Arouna Sidikou : *Recherche comparative et trans-culturelle sur les facteurs sociaux affectant le développement scientifique endogène. Le cas du Niger*, Niamey, IRSH/UNESCO, Juillet-Août 1983, 108 p

Albert Wright : *Consultation régionale de l'UNESCO en vue de la préparation de CASTAFRICA*, Abidjan, 22-27 Juin 1973, 8 p (rapport de mission)

2. Rapports

2.1 Expert associé

1 Suzanne Bernus : *Les problèmes de la zone industrielle de Niamey*, Niamey, DCNRSH, Juin 1968, 29p annexes

2 Issaka Doulaye et al. : *Enquête de base à Tillabéri. Etude du milieu*, Niamey, CNRSH, Août 1972, 62 p

3 Michel Keita : *Enquête sur l'acceptabilité des produits de la SOTRAMIL*, Niamey, IRSH, Juillet 1974

4 Michel Keita et al.

— Etude de Say. Rapport intérimaire, Niamey, IRSH/PNUD, 1976

— Etude de Say. Rapport final, Niamey, IRSH/PNUD, 1977a

— Etude de Say. Interviews par canton, 5 volumes, Niamey, IRSH/PNUD, 1977b

5 Charles Pidoux : *Les migrations internes et internationales au Niger de 1960 à 1967*, Niamey, CNRSH, Juin 1967, 17p

2.2 Expert

6 Rapport sur la cuvette de Kirkissoye (Vallée du Niger), Niamey, IFAN-CNRSH, Mars 1966, 40 p

7 Note sur la situation des personnes âgées de 50 ans et plus dans la Commune de Niamey, Niamey, CNRSH, Février 1968, 18 p, nomenclatures des professions, tableaux

8 Recherche et Développement. Le projet de mise en valeur des cuvettes de Kutukalé et Karma en pays songhay, Niamey, CNRSH, Etudes Nigériennes n°24, 1968, 145p, annexes

9 Rapport de mission dans la zone du Projet de développement de la production animale et des ressources en eau dans l'ouest du Niger, Niamey, CNRSH, Juillet 1971, 15p

10 Prospection socio-économique pour l'implantation de puits, in Keita et al., 1976, pp 109-176

11 Démographie légère, in Keita et al., 1977a, pp 143-196